

SCHÉMA POUR LA TRANSITION ENERGÉTIQUE DE LA PROVINCE SUD

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019



Ce document est interactif. Lors de sa consultation, vous pouvez à tout moment naviguer entre les rubriques à l'aide du menu situé en haut de page. Il contient également des liens vers des documents disponibles sur les sites de la province Sud et du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Un lexique des sigles et acronymes vous est proposé en fin de document.

Introduction générale



Actions mises en œuvre



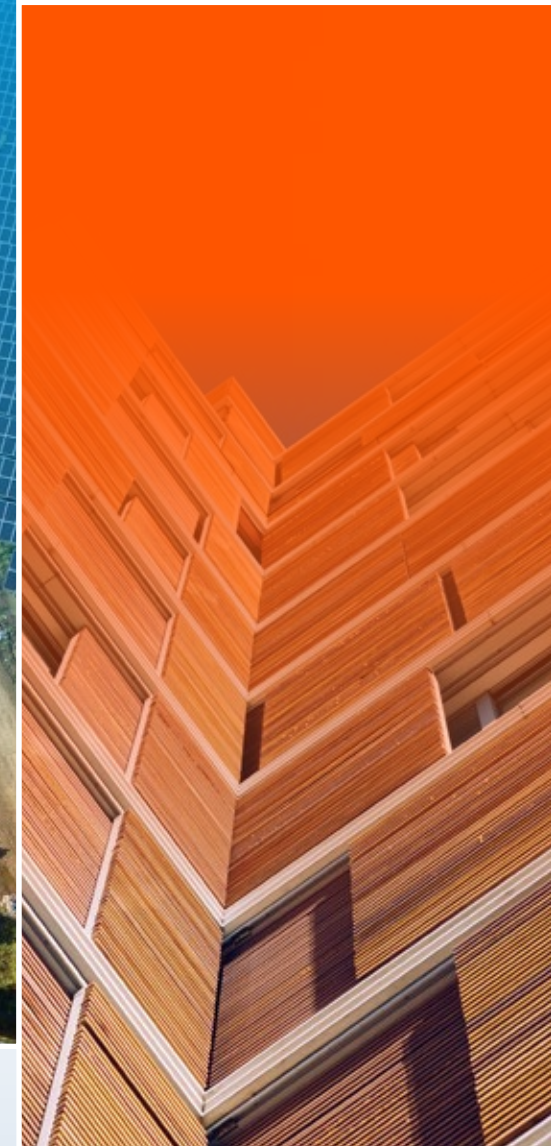
Axe 1 : Une collectivité exemplaire



Axe 2 : La croissance verte



Axe 3 : Aménagement et solidarité



Sigles et acronymes

Rapport rédigé par
Patrice Dunoyer,
chargé de mission.

Introduction générale

Du schéma pour la transition énergétique de la Nouvelle-Calédonie à celui de la province Sud (STEPS)

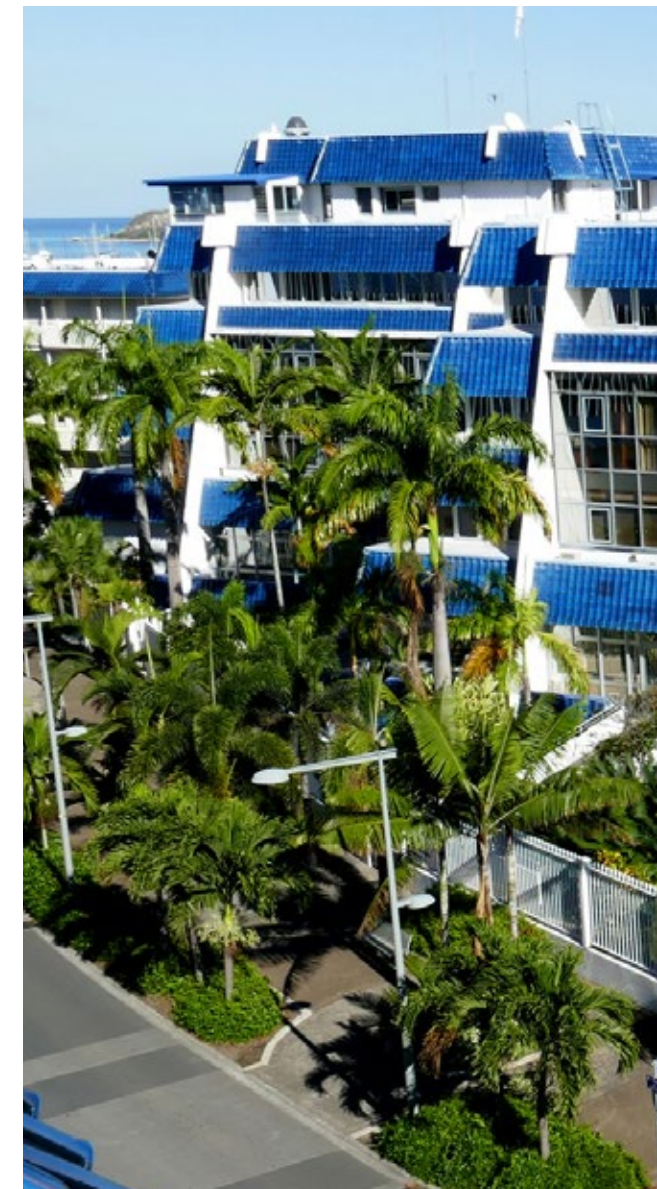
Par son insularité, l'absence de gisement connus d'énergies fossiles sur son territoire, la part prépondérante de l'industrie des Mines et de la Métallurgie (forte consommatrice d'énergie) dans son économie et la portion encore marginale des énergies renouvelables dans son mix énergétique, la Nouvelle-Calédonie est en situation de très forte dépendance énergétique. À titre d'exemple, cette dépendance s'est traduite en 2014 par l'importation de 97,8 % de sa consommation énergétique globale, pour un montant d'environ 70 milliards CFP (soit 23 % du montant total des importations du pays).

L'une des conséquences directes de cet état de fait, en plus de contribuer au déficit commercial du territoire à hauteur de 45 %, est que la Nouvelle-Calédonie est à l'heure actuelle un important émetteur de gaz à effet de serre (GES) au regard de sa population avec, en 2017, plus de 20 t de CO₂ par habitant et par an (tCO₂/hab/an), contre 6 tCO₂/hab/an pour la France métropolitaine. Si, sans surprise, l'industrie (y compris mine et métallurgie) contribuent à près de 70 % des émissions directes de GES, le secteur du transport constitue également un émetteur important avec près de 16 % des émissions carbone du pays, suivi par l'agriculture (à presque 9 %) et le traitement des déchets (6 %).

Ce constat, adossé à la volonté affichée de la Nouvelle-Calédonie de s'inscrire concrètement dans l'Accord de Paris sur le climat signé le 12 Décembre 2015 lors de la COP21, a conduit le congrès, par sa délibération n°135 du 23 Juin 2016, à adopter le Schéma pour la Transition Énergétique de la Nouvelle-Calédonie (STENC).

Ce schéma, en s'inscrivant dans une démarche dite *négaWatt* reposant sur la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique et la sollicitation d'énergies renouvelables, fixe pour la Nouvelle-Calédonie des objectifs ambitieux de (i) réduction de nos consommations énergétiques, (ii) d'accroissement de la part des énergies renouvelable et (iii) de réductions de nos émissions de GES. Pour parvenir à atteindre ces objectifs à l'horizon 2030, le STENC a identifié 7 orientations stratégiques et 23 leviers sectorielles qui sont ensuite déclinés en 91 pistes d'actions (pour plus de détails, nous invitons le lecteur à se référer au STENC). Parallèlement, le congrès a estimé important que l'ensemble des collectivités se saisissent de ce schéma, pour le décliner selon leur champ de compétence et d'action, afin de concourir de manière synergique à l'atteinte des objectifs du STENC. C'est ainsi que la province Sud, collectivité centrale du paysage institutionnel calédonien tant par ses compétences, son territoire, les activités économiques qui s'y déroulent, que par son statut de premier employeur du pays, s'est doté en juillet 2017 de son Schéma pour la Transition Énergétique de la province Sud (STEPS).

Cette déclinaison provinciale s'est construite autour de 3 axes opérationnels, mieux adaptés aux compétences de la Province et, au sein de ces axes, à la définition d'un certain nombre d'objectifs chiffrés à atteindre à l'horizon 2025. L'objet du présent rapport vise à établir un bilan de l'action de la province Sud dans le cadre du STEPS pour l'année 2019. Cette évaluation annuelle, alimentée par les indicateurs de moyens et de résultats obtenus, mais aussi par l'analyse des efforts restant à mettre en œuvre, sera partagée chaque année avec les élus et mis en ligne dans un souci de transparence de l'action publique.

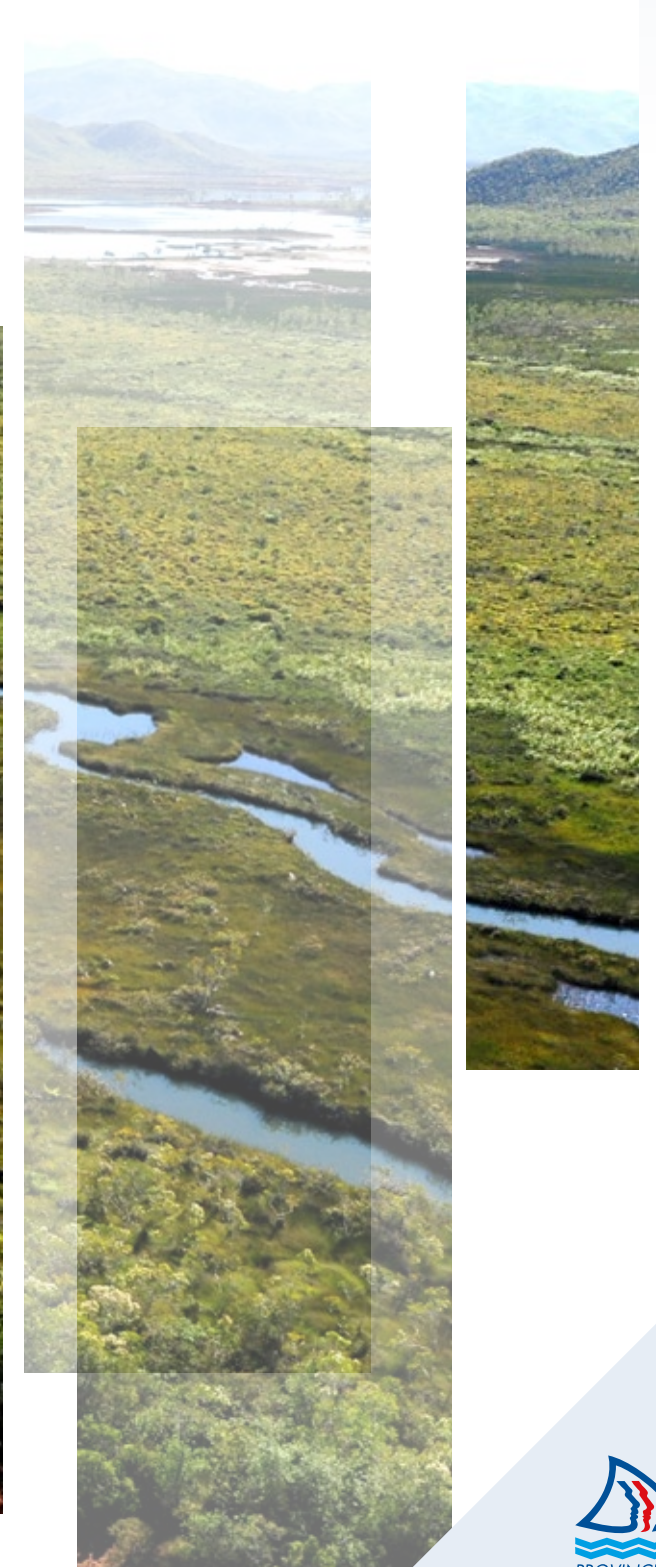


Actions mises en œuvre

La dynamique opérationnelle du STEPS s'articule autour de 3 axes qui sont :

- **Axe 1 : l'exemplarité de la collectivité**
- **Axe 2 : la croissance verte**
- **Axe 3 : l'aménagement et la solidarité**

Ces axes sont développés en 7 thématiques et 39 mesures concrètes ayant pour objectif de faire de la province Sud un modèle de sobriété énergétique, de permettre la création d'emplois autour de l'économie verte (notamment dans le secteur des énergies renouvelables), de porter des projets d'aménagement innovants et intelligents, ainsi que de prévenir la précarité énergétique et d'accompagner les familles qui en souffrent.



Axe 1

Une collectivité exemplaire

L'écomobilité

Les équipements publics et le patrimoine de la province Sud



L'écomobilité

Présentation et état d'avancement des mesures proposées

Réaliser le plan de déplacement de la province Sud

Finalisé en juillet 2018, le plan de déplacements administration (PDA) de la province Sud est le document d'orientation stratégique qui répertorie l'ensemble des mesures en lien avec l'écomobilité que la collectivité met en œuvre afin d'optimiser et de rationaliser la gestion de son parc automobile ainsi que les déplacements de ses agents ou administrés. Ces mesures ont pour objectif (i) de réaliser des économies d'énergie, (ii) de diminuer les émissions polluantes, (iii) de réduire le trafic routier, et (iv) d'améliorer les conditions de travail des agents ou la qualité des services rendus aux usagers. La réalisation du diagnostic mobilité (étude préliminaire indispensable), la formulation des objectifs et l'élaboration du plan d'actions de ce PDA auront été réalisés pour un montant total de 13 MF*, subventionnée à 70 % par l'ACE, et auront nécessité près d'un an de travail.

Réaliser un schéma modes actifs à l'échelle des voiries provinciales

Le diagnostic mobilité réalisé en 2017 a permis de constater que la proportion d'agents de la province Sud se rendant au travail à vélo (3 %) ou à pied (1 %) n'est que marginal en comparaison de ceux ayant recours à la voiture (87 %). Cette étude a également fait ressortir que la présence d'aménagements sécurisés pour les cyclistes et piétons représentait la mesure incitative la plus efficace pour promouvoir la pratique de ces modes de déplacement.

Face à ces constats, la collectivité a élaboré un schéma modes actifs (SMA) à l'échelle des voiries provinciales afin de proposer à ses agents et administrés un réseau cyclable et des aménagements piétons sécurisés, attractifs et offrant, dans la mesure du possible, une continuité avec les réseaux cyclables existant ou voyant le jour sous l'impulsion des communes et structures intercommunales. En 2019, la collectivité a ainsi dépensé près de 765 MF pour les travaux d'aménagement de la route d'Auteuil et de la rue Gervolino (RP14). En 2020, ce sont 123 MF d'investissement qui sont prévus pour aménager la rue de Béchade, permettant de fournir un maillage continu de pistes cyclables entre les quartiers de Rivière Salée et Magenta et de favoriser l'intermodalité en rejoignant le tracé du Néobus. À cela doit également s'ajouter en 2020, et pour près de 310 MF, l'aménagement en boulevard urbain de la rue Georges Lèques et la création d'une voie verte aménagée pour les modes doux à proximité de Ko We Kara.

Contribution aux projets de transports publics

Les 180 000 habitants du Grand Nouméa sont depuis longtemps confrontés à des problèmes structurels de circulation entraînant une congestion et des bouchons réguliers sur les principales infrastructures routières existantes. Par ailleurs, faute d'aménagement qui leur sont spécifiquement dédiés, les transports en communs peinent à s'imposer comme une alternative durable (car moins polluante) et avantageuse (car plus rapide et moins cher) pour limiter l'usage de la voiture individuelle et ainsi permettre le désengorgement de la capitale et de son agglomération.

Contexte

La mobilité se présente comme un enjeu majeur de la transition énergétique. En effet, le secteur du transport, et en particulier celui de la branche routière, est à la fois l'un des secteurs les plus consommateurs d'énergie (22.9 % en 2017) et les plus émetteurs de GES en Nouvelle-Calédonie. Il contribue ainsi de manière significative à dégrader l'impact environnemental du Territoire et à renforcer sa dépendance énergétique aux produits pétroliers. Pour y remédier à son niveau, la province Sud a identifié deux leviers d'actions complémentaires que sont :

- La promotion de l'écomobilité auprès de ses agents et administrés.
- L'amélioration des performances énergétiques et écologiques de son parc de véhicules.



*millions de Francs

L'écomobilité

Les équipements publics et le patrimoine de la province Sud



Vélo à assistance électrique

Par ailleurs, si la mise en place par la province Sud d'une prime à l'achat pour des vélos à assistance électrique (VAE) à destination de ses agents a été abandonnée car redondante avec une prime similaire mise en place par l'ACE en 2018, d'autres mesures visant à favoriser l'écomobilité sont toujours à l'étude. Ces mesures concernent notamment la mise en place d'un forfait mobilité durable similaire à celui mis en place en métropole depuis le 01 janvier 2020 dans le cadre de la Loi d'orientation des mobilités. Enfin, une étude sur le potentiel de covoiturage en province Sud a été lancée fin 2019 et, après restitution, devrait être suivie par la mise en place en 2020 d'une expérimentation sur 4 mois. Ce projet a également bénéficié d'une subvention de l'ACE à hauteur de 7 MF.

Afin de remédier à cette double problématique, la province Sud soutient depuis son origine le projet de transport en commun en site propre (TCSP) Néobus. Inaugurée en octobre 2019, la 1^{er} ligne Néobus de 13,3 km reliant la baie de la Moselle au Médipôle, associée à 6 km d'itinéraire de piste cyclable, 2 parkings relais et 8 pôles d'échanges, doit ainsi permettre à ses usagers un gain de temps de 30 à 60 % par rapport à l'usage de la voiture individuelle (en particulier aux heures de pointe). De plus, le report modal de la voiture individuelle vers le Néobus doit permettre à terme d'éviter les émissions de 4000 tCO₂/an et contribuer à fluidifier le trafic autoroutier du Grand Nouméa. Ce projet structurant, ainsi que l'aménagement et la restructuration des voiries nécessaires au déploiement du réseau Tanéo, bénéficient du soutien de la province Sud à hauteur de 175 MF au titre du contrat d'agglomération 2017-2021. À cela s'ajoute les 700 MF de dotation provinciale annuelle versée en 2019 au SMTU qui porte ces projets. Enfin, La province Sud a également soutenu le réseau Rai (réseau d'autocars interurbains) à hauteur de 25 MF en 2019.

Mesures favorisant l'écomobilité

Depuis 2017, afin de favoriser la pratique du vélo, tout en prenant en compte les contraintes de climat et de relief de la Nouvelle-Calédonie qui peuvent représenter un frein à son utilisation, la province Sud met à disposition de ses agents des vélos à assistance électrique (VAE). À ce jour, ce sont ainsi 11 VAE répartis sur 5 sites (CAPS, DEPS*, DL, DFA* et Château Hagen) qui peuvent être réservés pour les déplacements professionnelles des agents ou leur pause déjeuner, contribuant ainsi à limiter la pollution urbaine et les émissions de GES. En 2019, ces VAE auront été utilisés près de 1000 fois (+ 50 % par rapport à 2018) pour une distance totale parcourue d'environ 5722 km (+ 43 % par rapport à 2018). Des chiffres en nette augmentation qui suggèrent une acceptation de plus en plus grande de ce moyen de transport et indiquent qu'un changement de mentalité est en train de s'opérer auprès de nos agents.

*DEPS et DFA = DAEM depuis le 1^{er} janvier 2020

Direction de l'Aménagement, de l'Équipement et des Moyens (DAEM)

5722 KM
ont été parcourus en VAE
par les agents
provinciaux en 2019

+43 %
de km parcourus
par rapport à 2018

11
vélos à assistance
électrique
mis à disposition
(VAE)

L'écomobilité

Les équipements publics et le patrimoine de la province Sud

Équipement des locaux de manière à favoriser l'usage des modes actifs

Si la présence d'aménagements sécurisés pour les cyclistes et piétons représente aux yeux des agents la mesure la plus incitative à la pratique de la marche ou du vélo pour se rendre au travail, l'existence sur place de douches et de vestiaires ainsi que d'un espace sécurisé pour les vélos se classent respectivement en 2^e et 3^e position des mesures les plus plébiscitées selon l'enquête mobilité réalisée en 2017. Afin de répondre à cette attente, et ainsi favoriser l'usage de ces modes actifs, la province Sud s'était fixée comme objectif initial d'équiper de la sorte au moins 60 % des locaux provinciaux du Grand Nouméa. Suite aux derniers travaux réalisés en 2019 à la DL, et subventionnés par l'ACE à plus de 2 MF, ce sont près de 90 % des locaux provinciaux de l'agglomération qui disposent maintenant de ces équipements, permettant ainsi de dépasser très largement l'objectif visé.

Sensibiliser les agents et la population

Depuis 2017, la province Sud organise un challenge écomobilité à destination de ses écoles afin de sensibiliser les enfants dès le plus jeune âge à l'usage des modes doux comme moyen de transport alternatif à la voiture pour les trajets domicile-école. La collectivité vise également par ce biais à sensibiliser les parents d'élèves à la nécessité de modifier leurs habitudes en matière de transport. En 2019, ce sont 17 classes réparties en 5 écoles qui ont ainsi participé durant 15 jours au challenge *Dédé, le tricot rayé mobile*. Ce challenge s'est même maintenu tout au long de l'année dans certaines écoles illustrant une prise de conscience de plus en plus importante et une réelle sensibilité de ce jeune public face aux problématique des transports et de l'environnement.

Par ailleurs, le réseau Maîtrise de l'Energie et Mobilité (MDEM) a organisé en 2019 sa 1^{re} journée de la Mobilité qui aura permis de rassembler près de 80 acteurs privés et publics et d'identifier des actions innovantes et efficaces à mettre en place, notamment en terme de sensibilisation. C'est à cette occasion que la province Sud s'est engagée à organiser courant 2020 des coaching mobilité, en partenariat avec des collectivités et entreprises disposant d'un plan de déplacement (CCI, SECAL, Ville du Mont-Dore...). Ces entretiens doivent permettre d'aider et

d'accompagner les agents souhaitant passer de l'usage exclusif de la voiture individuelle à un ou plusieurs modes de transport plus économiques, solidaires, et respectueux de l'environnement lors de leur déplacement domicile-travail. Ces accompagnements individuels devraient démarrer fin 2020 sur la base du volontariat.

Rationaliser et améliorer la flotte de véhicules de la province Sud

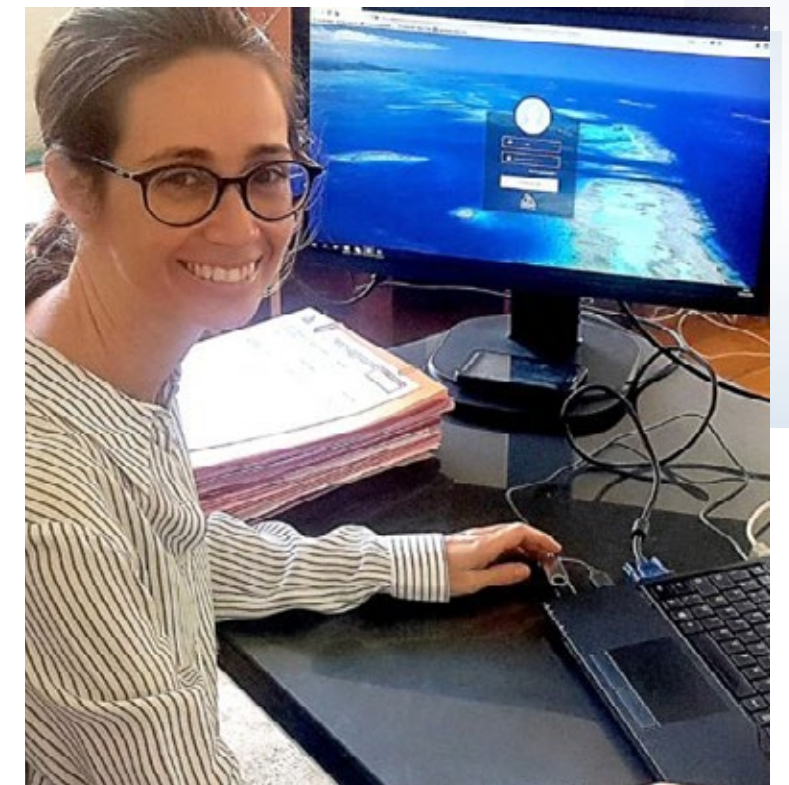
Les transports, en particulier terrestres, sont à l'origine d'une part importante des émissions de GES mais aussi de polluants atmosphériques qui détériorent fortement la qualité de l'air et impactent de manière notable la santé des habitants qui y sont confrontés¹. Avec pour objectif de réduire ses émissions annuelles de CO₂ et sa consommation de carburant, la province Sud a entrepris de rationaliser sa flotte automobile et d'améliorer les performances des véhicules qui la constituent.

Pour cela, la province Sud a opéré une réduction de son parc de véhicules de 380 voitures à 357, fin 2019 et a pour objectif d'ici à 2023 d'en éliminer 40 de plus. Par ailleurs, afin d'optimiser le taux d'utilisation de ses véhicules partagés et d'en faciliter la gestion et le suivi, la collectivité est actuellement en phase de test d'une solution d'autopartage couplée à des boîtiers GPS. En parallèle, suite à l'acquisition en 2018 de 21 véhicules hybrides parmi les moins polluants de leur catégorie², la collectivité a poursuivi son effort en 2019 avec l'achat de 25 véhicules hybrides supplémentaires pour un coût de 52,4 MF. Bien que l'objectif initialement fixé dans le STEPS d'atteindre 10 % de son parc automobile équipé en véhicules hybrides ou électriques est d'ores-et-déjà atteint (avec 13,7 % en 2019), la province Sud souhaite poursuivre l'amélioration des performances énergétiques de sa flotte. Ainsi, ce sont 10 véhicules hybrides supplémentaires qui seront achetés en 2020. Enfin, le déploiement des premiers véhicules électriques et de leurs bornes de recharge devrait également démarrer courant 2020, en priorité sur des sites équipés en panneaux photovoltaïques afin de permettre la recharge des batteries avec de l'énergie renouvelable décarbonée.

¹ www.futura-sciences.com/sante/actualites/vie-pollution-air-tue-2-fois-plus-quon-ne-pensait-63256/

² www.ademe.fr/consommations-carburant-emissions-co2-vehicules-particuliers-neufs-vendus-france





Former à l'écoconduite

La sobriété énergétique prônée par la démarche négaWatt dont s'inspire le STEPS ne concerne pas uniquement les économies d'électricité dans les bâtiments provinciaux mais s'applique également sur les aspects de mobilité de la collectivité. C'est pourquoi, en plus du remplacement d'une partie de sa flotte automobile par des véhicules plus propres et plus économes en carburant, ou la mise à disposition de VAE, la province Sud souhaite également former ses agents à l'éco-conduite. L'apprentissage de cette pratique de conduite souple permet en effet de réduire, en moyenne, de 5-8 % les consommations de carburant et d'émissions de CO₂ et de 10 % le taux de sinistre.

Initialement prévu en 2019, les 10 premiers agents de la collectivité à en bénéficier suivront finalement cette formation courant 2020. Il s'agira dans un premier temps des vaguemestres mais si l'analyse de leur consommation de carburant dans les mois suivant la mise en pratique de cette éco-conduite révèle une baisse significative, cette formation sera proposée à l'ensemble des agents provinciaux réalisant plus de 3 000 km/an dans le cadre de leur fonction, afin de maximiser les réductions de CO₂ et les économies de carburant. Par ailleurs, cette pratique ne devrait pas uniquement impacter les déplacements professionnels de ces agents, mais aussi leurs trajets domicile-travail ou tous déplacements d'ordre personnels.

Favoriser le télétravail, les téléservices et les visioconférences ainsi que l'adaptation des horaires

En 2019, ce sont maintenant 17 salles de réunion à Nouméa, Bourail et La Foa qui sont équipées de manière pérenne pour permettre la tenue de visioconférences. Chacune des visioconférences s'étant tenues au cours de l'année passée auront permis d'éviter des déplacements inutiles et donc de réaliser des économies de carburant et d'émission de GES. En parallèle, le développement de l'e-Administration s'est poursuivi avec toujours plus de démarches dématérialisées et



17

**salles de télétravail
sur l'ensemble de la
province Sud**

L'écomobilité

Les équipements publics et le patrimoine de la province Sud

de formulaires téléchargeables disponibles. L'ensemble des 8 551 demandes ainsi effectuées en ligne en 2019 (+ 95 % par rapport à 2018) permet de réduire significativement les déplacements des administrés vers les différents sites de la collectivité et démontre que ces services sont de mieux en mieux intégrés par la population.

Par ailleurs, 2019 a vu la mise en place de 2 bureaux de passage (au CAPS et à l'HPS) et de 2 espaces de co-working ou sites relais (à la Subdivision Sud de la DAEM, au niveau de l'ancienne gare de péage de Koutio et à la Subdivision Nord de la DAEM à La Foa), dans le but de rationaliser les déplacements des agents. Si les bureaux de passage permettent d'éviter aux agents travaillant en brousse ou dans les directions excentrées de retourner sur leur lieu de travail entre 2 réunions au CAPS ou en ville, les sites relais sont des espaces conçus afin de réduire les temps de trajets des agents dont les lieux de résidence et de travail sont éloignés. Ainsi, sous couvert d'une validation hiérarchique, les agents en faisant le souhait pourront se voir proposer de travailler une journée ou 2 demi-journées par semaine dans ces espaces équipés.

Enfin, testé en 2018 auprès de deux agents afin d'en définir le cadre, le modus operandi et les points de vigilance, le déploiement du télétravail s'est poursuivi en 2019 avec 5 agents au sein de 3 directions (DAEM, DL et DAJI) ayant testé cette pratique. Cette démarche devrait encore se démocratiser un peu plus en 2020.



+95 %

d'augmentation des
demandes en ligne par
rapport à 2018



Perspectives

- Démarrer la formation à l'écoconduite des agents provinciaux.
- Légiférer sur le forfait mobilité durable pour les agents provinciaux.
- Démocratiser le télétravail.
- Poursuivre la mise en œuvre du schéma des modes actifs.
- Initier le coaching mobilité.
- Réaliser une nouvelle enquête mobilité auprès des agents provinciaux afin de recueillir leurs ressentis sur les services mis en place et suivre l'évolution de leurs attentes.
- Déployer l'application de gestion des véhicules et l'expérimentation sur le covoiturage.

Les équipements publics et le patrimoine de la province Sud

Présentation et état d'avancement des mesures proposées

Réaliser des audits énergétiques sur les bâtiments provinciaux les plus énergivores

L'étape préliminaire indispensable au déploiement d'un programme d'amélioration énergétique des bâtiments est la réalisation de diagnostics énergétiques qui permettent de dresser un état des lieux de la performance énergétique du bâtiment et/ou de ses équipements, d'identifier les sources d'économies d'énergie potentielles et de définir les solutions techniques et économiques les plus pertinentes à mettre en œuvre.

Suite à la réalisation de la première vague de diagnostic énergétique global (tous postes de consommation confondus) réalisé sur 12 des bâtiments les plus énergivores du parc provincial, et à l'analyse de leurs résultats mettant en évidence des conclusions sensiblement identiques par typologie de bâtiments, la province Sud a choisi de se focaliser depuis 2017 sur la conduite d'étude spécifique visant l'optimisation de certains postes de consommation au sein de ses bâtiments. Ainsi, en 2019, des

études d'optimisation des systèmes d'éclairage à l'HPS et de production d'eau chaude sanitaire (ECS) dans les 21 collèges, 2 internats et 12 CMS de la province Sud auront été réalisés pour un montant total d'environ 11,2 MF. Ces études auront en partie bénéficié d'une subvention de l'ACE à hauteur de 5,8 MF (52 %) et devraient conduire à des travaux d'amélioration énergétique dès 2020 (notamment l'optimisation des systèmes de production d'ECS en priorité par du solaire thermique quand cette solution s'avère appropriée/pertinente).

Réhabiliter les bâtiments ayant fait l'objet de diagnostics énergétiques

Suite aux études d'optimisation de la climatisation réalisées en 2018 sur le site de la DES Clémenceau, le remplacement des climatiseurs du rez-de-chaussée par des appareils moins énergivores a été initié en 2019 pour 2,7 MF. Bien qu'également prévue en 2019, la deuxième tranche de ces travaux concernant le 1^{er} étage de ce bâtiment n'aura finalement débuté que début

Contexte

Le secteur résidentiel et tertiaire en Nouvelle-Calédonie représente le 3^e plus gros consommateur d'énergie, après l'industrie et le transport, avec près de 9 % des consommations énergétiques totales du pays. Disposant d'un parc immobilier conséquent avec ses 200 établissements tertiaires (dont 21 collèges) et ses 170 logements, la province Sud se devait d'agir concrètement sur ses bâtiments afin d'en diminuer la consommation électrique et de réduire, par là même, le bilan carbone et l'impact financier de ce secteur sur le budget de la collectivité (entre 220-230 MF/an). Pour y parvenir, la province Sud a identifié deux leviers d'actions complémentaires que sont :

- Réduire la consommation énergétique des bâtiments provinciaux par des moyens techniques et humains.
- Développer le recours aux ENR et à l'autoconsommation sur les bâtiments provinciaux.



Réaliser des audits énergétiques sur les bâtiments provinciaux les plus énergivores

L'étape préliminaire indispensable au déploiement d'un programme d'amélioration énergétique des bâtiments est la réalisation de diagnostics énergétiques qui permettent de dresser un état des lieux de la performance énergétique du bâtiment et/ou de ses équipements, d'identifier les sources d'économies d'énergie potentielles et de définir les solutions techniques et économiques les plus pertinentes à mettre en œuvre.

Suite à la réalisation de la première vague de diagnostic énergétique global (tous postes de consommation confondus) réalisé sur 12 des bâtiments les plus énergivores du parc provincial, et à l'analyse de leurs résultats mettant en évidence des conclusions sensiblement identiques par typologie de bâtiments, la province Sud a choisi de se focaliser depuis 2017 sur la conduite d'étude spécifique visant l'optimisation de certains postes de consommation au sein de ses bâtiments.

Ainsi, en 2019, des études d'optimisation des systèmes d'éclairage à l'HPS et de production d'eau chaude sanitaire (ECS) dans les 21 collèges, 2 internats et 12 CMS de la province Sud auront été réalisés pour un montant total d'environ 11,2 MF. Ces études auront en partie bénéficié d'une subvention de l'ACE à hauteur de 5,8 MF (52 %) et devraient conduire à des travaux d'amélioration énergétique dès 2020 (notamment l'optimisation des systèmes de production d'ECS en priorité par du solaire thermique quand cette solution s'avère appropriée/pertinente).

2020 pour un montant de 4 MF, priorité ayant été donnée en premier lieu aux zones accueillant du public. Les étages 2 et 3 devraient quant à eux bénéficier de ces travaux d'amélioration énergétique au cours du 2^e trimestre 2020 pour un budget de 7 MF. À noter que la province Sud a, à cette occasion, rédigé un cahier des charges imposant aux entreprises intervenant une obligation de gestion rigoureuse et de mise en sécurité des gaz frigorigènes présents dans les climatiseurs au moment de leur dépose, ceci afin d'éviter tout rejet atmosphérique de ces GES 100 à 10 000 fois plus puissants que le CO₂. Par ailleurs, afin de réaliser des économies en terme d'abonnement électrique, des travaux d'optimisation des réseaux électriques de ce bâtiment ont été réalisés début 2019 pour 6 MF afin de passer de trois polices d'abonnement basse tension, à une seule moyenne tension. Ces travaux ont permis de générer aux alentours de 2,4 MF d'économie sur l'année écoulée.

En revanche, après le remplacement en 2018 de ses éclairages extérieurs pour près de 3 MF, la suite des travaux de

réhabilitation énergétique du collège de Kaméré, initialement prévue pour 2019, ne débutera finalement qu'en 2020 avec l'optimisation de ses éclairages intérieurs pour un budget prévisionnel de 12 MF. Suivront en 2021 le remplacement au collège de Magenta des éclairages intérieurs et extérieurs.

À noter, l'analyse de la facture énergétique 2019 des 8 sites provinciaux ayant bénéficié d'audit énergétique et de travaux de réhabilitation en 2017 et 2018 (cf. RA_STEPS2018) révèle une diminution nette de leur consommation électrique totale de l'ordre de 12 % par rapport à 2018 et de 30 % par rapport à 2016 (année de référence). En considérant l'ensemble des bâtiments provinciaux, on enregistre une baisse de 8 % de la consommation totale en 2019 par rapport à 2016. Ces résultats sont donc à la fois très encourageants quant à l'efficacité des mesures mises en œuvre par la collectivité pour la maîtrise de la demande en énergie et nous montre qu'il faut poursuivre leur déploiement afin d'atteindre l'objectif de réduction de 25 % des consommations énergétiques totales à l'horizon 2025, tel que fixé dans le STEPS.



2,4 MF

d'économie réalisée en 2019 dans les bureaux de la direction de l'Éducation rue Clemenceau, suite à des travaux de climatisation et d'optimisation d'abonnement électrique



L'écomobilité

Les équipements publics et le patrimoine de la province Sud

À noter, l'analyse de la facture énergétique 2019 des 8 sites provinciaux ayant bénéficié d'audit énergétique et de travaux de réhabilitation en 2017 et 2018 (cf. RA_STEPS2018) révèle une diminution nette de leur consommation électrique totale de l'ordre de 12 % par rapport à 2018 et de 30 % par rapport à 2016 (année de référence). En considérant l'ensemble des bâtiments provinciaux, on enregistre une baisse de 8 % de la consommation totale en 2019 par rapport à 2016. Ces résultats sont donc à la fois très encourageant quant à l'efficacité des mesures mises en œuvre par la collectivité pour la maîtrise de la demande en énergie et nous montre qu'il faut poursuivre leur déploiement afin d'atteindre l'objectif de réduction de 25 % des consommations énergétiques totales à l'horizon 2025, tel que fixé dans le STEPS.

Équiper les bâtiments tertiaires publics d'ENR pour atteindre les objectifs d'autoconsommation

En parallèle de ses travaux d'amélioration énergétique, la province Sud continue d'équiper en panneaux photovoltaïques les bâtiments provinciaux où cela se justifie, afin de développer le recours aux énergies renouvelables et à l'autoconsommation (et ainsi soulager le réseau public d'électricité).

Ainsi, en 2019, ce sont près de 360 kWc de puissance cumulée qui auront été installés sur les toits des collèges de Rivière Salée, Auteuil (Edmée Varin), Katiramona (Jean Fayard), Païta Sud (Louise Michel) et Païta Nord (Gabriel Païta) pour un budget de 79 MF, subventionnée à 50 % par l'État grâce au Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI). À cela s'ajoute la pose de 110 kWc de panneaux photovoltaïques répartis entre le CSF de Montravail, le collège de Thio et le Parc Provincial de la Rivière Bleue (PPRB), pour un coût de 28 MF. Associé aux 555 kWc déployés au cours de l'année 2018 (cf. RA_STEPS2018), la collectivité aura ainsi installé fin 2019 l'équivalent d'1 MWc de puissance cumulée, soit le tiers de l'objectif fixé dans le STEPS à l'horizon 2025.

En 2020, ce sont près de 360 kWc supplémentaires de panneaux photovoltaïques qui seront installés sur six autres sites, à savoir la DES Clemenceau, le Château Hagen, le collège et l'internat de La Foa, le CAPS et l'HPS (pour un coût total estimé à 56 MF). Initialement prévus en 2019, ces travaux auront finalement été décalés à début 2020 en raison notamment de

problèmes liés à l'approvisionnement en matériel. Par ailleurs, ce sont 17 autres sites provinciaux qui ont été étudiés en 2019, ou sont actuellement en cours d'étude, afin de déterminer la pertinence de les équiper en panneaux photovoltaïques (surface suffisante et orientation adéquate des toitures, temps de retour sur investissement compte tenu de la consommation électrique du site...). L'équipement de certains de ces sites devrait permettre d'atteindre les 2 MWc de puissance cumulée installée sur les toits des bâtiments provinciaux fin 2020-début 2021.

À noter, l'analyse de la facture énergétique 2019 des 6 premiers collèges ayant été équipés en panneaux photovoltaïques en 2018 montre que leur taux d'autoproduction atteignait les 41 % et permettait une économie de 11 MF par rapport à 2018. En prenant en compte l'ensemble des bâtiments provinciaux, les travaux de MDE, la rationalisation du patrimoine provincial, l'optimisation de certains abonnements électriques et la mise en service des panneaux photovoltaïques auront permis en 2019 une baisse de 26,8 MF sur la facture de la consommation électrique annuelle de la collectivité par rapport à 2016.

Améliorer l'efficacité énergétique des équipements de bureaux

Un poste de consommation électrique important au sein des bâtiments provinciaux est lié aux équipements informatiques qui représentent en moyenne 15 % de leur consommation totale. C'est pourquoi une attention particulière est apportée à l'amélioration énergétique de ces équipements. Ceci s'est traduit en 2019 par le démarrage d'une nouvelle vague de renouvellement des ordinateurs de la province Sud s'étalant sur 4 ans. C'est ainsi que, au cours de l'année écoulée, la collectivité a vu près du 1/4 de son parc informatique, soit environ 300 PC, remplacé par des mini-PC tout aussi performants mais jusqu'à 5 fois moins énergivores. Ce remplacement devrait ainsi permettre à terme des économies d'énergie conséquentes sur ce secteur.



300

ordinateurs remplacés par des mini-PC moins énergivores





Imposer l'intégration des principes de la conception bioclimatique et la RENC dans le programme de toute construction nouvelle

La conception bioclimatique permet de maîtriser l'impact environnemental et d'assurer une performance énergétique optimale des bâtiments tout en assurant la qualité de vie des occupants. Ceci passe notamment par l'utilisation des énergies renouvelables, des ressources naturelles et locales et en tirant profit des avantages du lieu d'implantation. Afin de promouvoir cette démarche de construction durable sur le territoire, la province Sud a initié en 2019, auprès de nombreux acteurs privés et publics du secteur, les réflexions sur la pertinence de créer un label pour les bâtiments durables calédoniens. Ce

projet de label BD-CAL a reçu un accueil favorable unanime et c'est maintenant le cluster écoconstruction qui doit en assurer la mise en place sur le territoire. En attendant la concrétisation de cette démarche, la province Sud continue d'inclure dans ses cahiers des charges les exigences de la RENC (future norme PEB, Performance Énergétique des Bâtiments de Nouvelle-Calédonie) ou le recours à la qualification ECOCAL pour toutes opérations de constructions neuves.

Lancer une campagne de sensibilisation des agents provinciaux

Suite au sondage réalisé en 2018 auprès des agents provinciaux pour connaître leurs habitudes en matière de consommation d'énergie, la synthèse de l'analyse des résultats de ce sondage

a fait l'objet d'un rapport publié en avril 2019 sur le site intranet de la collectivité. Plusieurs articles ont également été rédigés afin de répondre à un certain nombre d'idées reçues qui sont apparues suite aux commentaires ou aux questions laissés par des agents lors de leur participation au sondage. Conscients que ces articles ne sont pas forcément vus par l'ensemble du personnel de la province Sud, un guide de sensibilisation aux usages des appareils énergivores (climatisation, éclairage, ventilation, bureautique) est également en cours de préparation et devrait être diffusé courant 2020. Par ailleurs, le sondage sera reconduit cette année afin de permettre un suivi de l'évolution de la proportion d'agents sensibilisés à la maîtrise de l'énergie.

Perspectives

- Poursuivre les travaux d'amélioration énergétique (éclairage à l'HPS et ECS dans les collèges, internats et CMS de la province Sud).
- Poursuivre la pose de panneaux PV sur les bâtiments provinciaux.
- Parution du guide de sensibilisation aux usages des appareils énergivores et relancer l'enquête en ligne sur le comportement des agents provinciaux en matière de gestion de l'énergie.
- Continuer la formation de professeurs de collège aux outils de monitoring de la consommation électrique de leurs établissements afin de sensibiliser les élèves.
- Poursuivre les études d'optimisation de l'éclairage sur d'autres bâtiments provinciaux.

Axe 2

La croissance verte

Les incitations économiques pour des entreprises vertes

La compensation carbone et l'efficacité énergétique des procédés des activités les plus émettrices

L'économie circulaire



Les incitations économiques pour des entreprises vertes

Présentation et état d'avancement des mesures proposées

Engager les SEM provinciales dans la prise de participation de société productrice d'électricité à base d'ENR

Afin de soutenir la transition énergétique et de participer au développement des énergies renouvelables sur le territoire, PromoSud, la société de financement et de développement de la province Sud s'est associée à ENERCAL Energies Nouvelles afin de permettre la mise en œuvre de la centrale solaire de Wi Hâche Ouatom. Construite sur 12 ha de foncier provincial, la première unité de production d'énergie photovoltaïque avec stockage sur batteries du territoire a commencé à injecter de l'énergie sur le réseau électrique en 2019. Ce stockage de l'électricité dans des batteries recyclables à faible impact environnementale, couplé à des technologies innovantes de prévision météorologique et de prédiction de production solaire doit permettre à cette centrale de transformer l'énergie solaire intermittente en énergie prévisible

et stable pour le réseau électrique et de produire l'équivalent de la consommation électrique moyenne de 4 900 foyers calédoniens. Cette centrale dans laquelle PromoSud a investi 92 MF doit ainsi permettre d'éviter l'émission de 12 000 tCO₂/an.

Inciter PromoSud afin que ses filiales s'engagent dans la maîtrise énergétique

Afin de contribuer à réduire la consommation énergétique du territoire, la province Sud souhaite, en plus d'agir directement sur son patrimoine (cf. Axe 1, Une collectivité exemplaire), également agir sur les consommations énergétiques d'acteurs économiques très demandeurs pour le système électrique tel que les hôtels ou les fermes aquacoles et notamment les filiales de sa SAEM PromoSud. Suite à la lettre de cadrage envoyée en 2018 afin d'encourager ces entreprises à s'engager dans une

Contexte

Les entreprises consomment annuellement environ 60 % de la distribution publique d'électricité (soit 470 GWh en 2017) ce qui constitue des émissions de l'ordre de 400 000 t de CO₂. Très largement situées en province Sud, elles représentent donc pour la collectivité un réel gisement d'économie d'énergie et de GES. Il est donc important de les inciter à réduire leur consommation, d'autant que les employés témoins des pratiques accompagnant les entreprises vers la transition énergétique pourront à leur mesure les reproduire dans le cercle privé. Pour y concourir, la province Sud a identifié deux leviers d'actions complémentaires que sont :

- Engager les SEM provinciales dans la maîtrise énergétique et la production d'ENR.
- Modifier le Code des Aides et de Soutien à l'Economie (CASE).





démarche de maîtrise de la demande en énergie, un accompagnement leur a été proposé sous la forme de pré-diagnostic énergétique à moindre coût. Subventionné à 50 % par l'ACE ces études doivent permettre, grâce à des éléments concrets (réduction de la facture énergétique), d'inciter ces sociétés à s'engager dans cette démarche de maîtrise de l'énergie à travers la mise en place de bonnes pratiques, la substitution d'équipements les plus énergivores, voire la possibilité de recourir à l'autoconsommation énergétique. Si aucune filiale de PromoSud n'aura finalement suivi cette formation en 2019, la SOPAC, société dans laquelle PromoSud détient une participation importante, fait partie des 6 entreprises ayant bénéficié de cet accompagnement.

Modifier les aides à l'investissement pour les moduler en fonction de la politique MDE des demandeurs

Le Code des Aides et de Soutien de l'Economie (CASE) de la province Sud propose aux entreprises des aides financières à

l'investissement. Pour des équipements préservant l'environnement tels que les systèmes de production d'ENR, d'économie d'énergie ou tous autres équipements ayant été préconisés par un audit énergétique, ces aides sont identiques qu'elles s'adressent spécifiquement aux acteurs de la filière dites d'économie verte (œuvrant pour une gestion plus rationnelle et durable des ressources naturelles et économiques), ou aux entreprises non intégrées aux métiers de la transition énergétique. À l'inverse, ces derniers ne bénéficient pas de la majoration à laquelle peuvent prétendre les acteurs de l'économie verte pour les aides à l'investissement destinées à tous autres types d'équipements.

L'élargissement de ce bonus à l'ensemble des porteurs de projets intégrant la dimension de maîtrise de l'énergie dans leur activité devrait permettre d'inciter des entreprises à réaliser des investissements complémentaires de réduction de leur consommation énergétique, contribuant ainsi à l'atteinte des objectifs du STENC. Il conviendra de définir la mise en œuvre de ce bonus en bonne intelligence avec les aides proposées par l'ACE. Cette modification du CASE est en cours et devrait intervenir courant 2020.

Perspectives

- **Modifier le CASE pour un élargissement de la majoration des aides à l'investissement à tous les porteurs de projets intégrant les aspects maîtrise de l'énergie.**
- **Relancer une campagne de diagnostics énergétiques pour la MDE des filiales de PromoSud.**



La compensation carbone et l'efficacité énergétique des procédés des activités les plus émettrices

Présentation et état d'avancement des mesures proposées

Intégrer la dimension carbone aux réflexions portant sur le cadre de compensation biodiversité

Le principe directeur de la séquence ERC a pour objectif une absence de perte environnementale liée aux aménagements et activités générant des impacts sur les espèces et les écosystèmes. Pour y parvenir, la démarche ERC repose sur la mise en œuvre de mesures nécessaires pour éviter ces impacts environnementaux et, si cela n'est pas possible, les réduire au maximum. Enfin, dans le cas où ces impacts n'auraient pu être ni évités, ni réduits en totalité, des mesures compensatoires par l'offre et pour la biodiversité (notamment

par des actions de reboisement) peuvent être prescrites. La province Sud a engagé depuis 2016 des ateliers techniques avec ses partenaires afin d'améliorer la démarche ERC et notamment définir la nature et la qualité des **opérations de mesures compensatoires** qui doivent être déployées en fonction des différents impacts environnementaux possibles. Ces mesures, afin d'être équivalentes et proportionnelles aux pertes de biodiversité, doivent non seulement prendre en compte la richesse biologique des écosystèmes impactés mais aussi la diminution directe des stocks de carbone (contenu dans les végétaux ou les sols) et la perte induite de leur capacité à capter en continu le carbone atmosphérique. Ces réflexions se sont poursuivies en 2019 afin que cette dimension carbone soit prise en compte à un juste niveau.

Contexte

L'industrie (hors mines et métallurgie) pèse pour 15 % des émissions de CO₂ du pays et la métallurgie pour près de 48 %. Ces secteurs représentent donc des gisements importants de réductions des émissions de GES. Si la valorisation économique de la tonne de carbone constitue un levier incitatif fonctionnel dans de nombreux pays pour réduire ces émissions, son déploiement en Nouvelle-Calédonie semble compromis du fait du contexte de pacte fiscal avec les entreprises métallurgiques. Par ailleurs, l'industrie des mines et de la métallurgie sont les plus gros consommateurs d'énergie du territoire et doivent donc être encouragés à déployer des choix techniques plus vertueux en termes de sobriété et d'efficacité énergétique. Pour les accompagner sur ces aspects, la province Sud travaille sur les leviers suivants :

- Intégrer une dimension carbone dans le volet compensation de la démarche ERC (Éviter-Réduire-Compenser) à l'échelle de la province et à l'échelle pays.
- Modifier la réglementation ICPE pour conduire les entreprises les plus consommatrices à améliorer l'efficacité énergétique de leurs procédés.

Contribuer à l'élaboration d'un fonds pays pour la compensation carbone

Concernant les mesures compensatoires de la démarche ERC, les porteurs de projet peuvent se heurter à différentes contraintes rendant difficile, si ce n'est impossible, leur mise en œuvre (maîtrise technique des opérations, maîtrise du foncier, accessibilité...). Afin de les aider à répondre à leurs obligations de compensation écologique, la province Sud étudie la faisabilité d'un dispositif consistant à créer par anticipation des actifs naturels de compensation qui seraient ensuite revendus aux porteurs de projets contraints de neutraliser les dommages environnementaux causés par leur activité. La nature de ces actifs de compensation pourrait comprendre aussi bien des hectares de plantations de restauration écologique (forêt sèche, forêt humide, maquis) que des opérations de lutte contre le feu, ou de participation à des opérations spécifiques visant à réduire les émissions de CO₂ du territoire (notamment à travers le déploiement des énergies renouvelables).

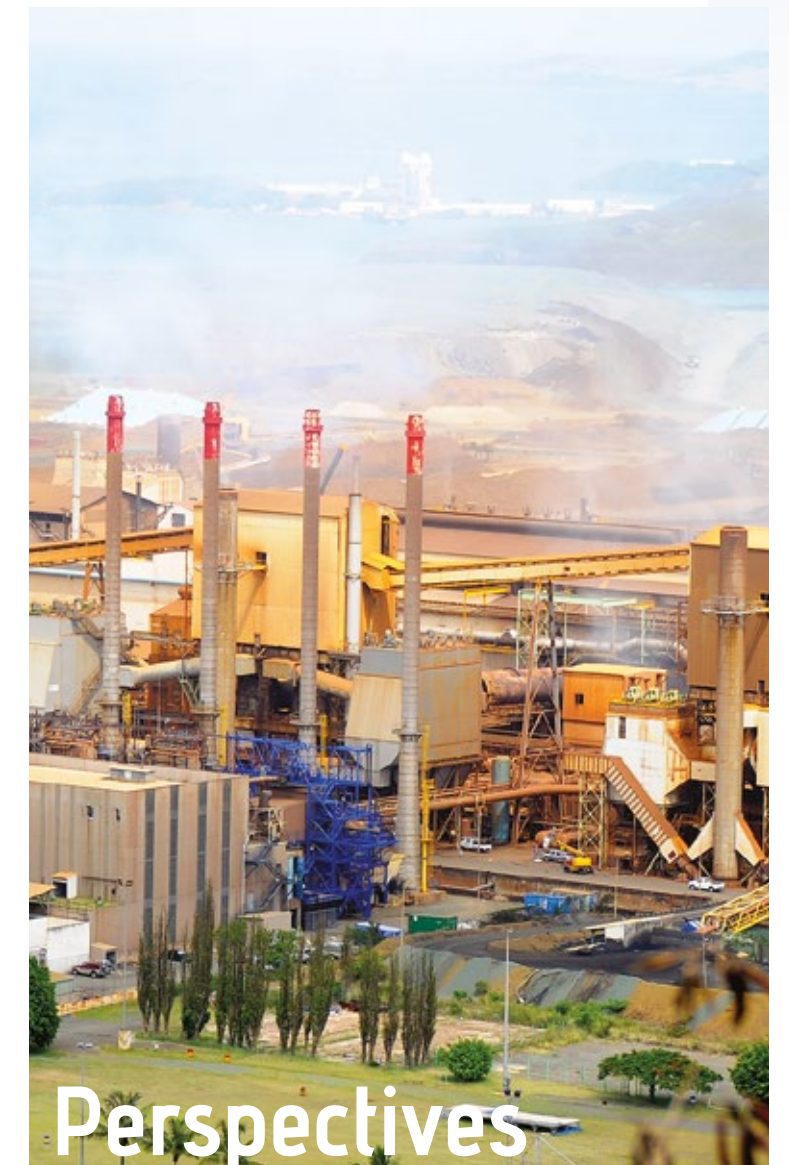
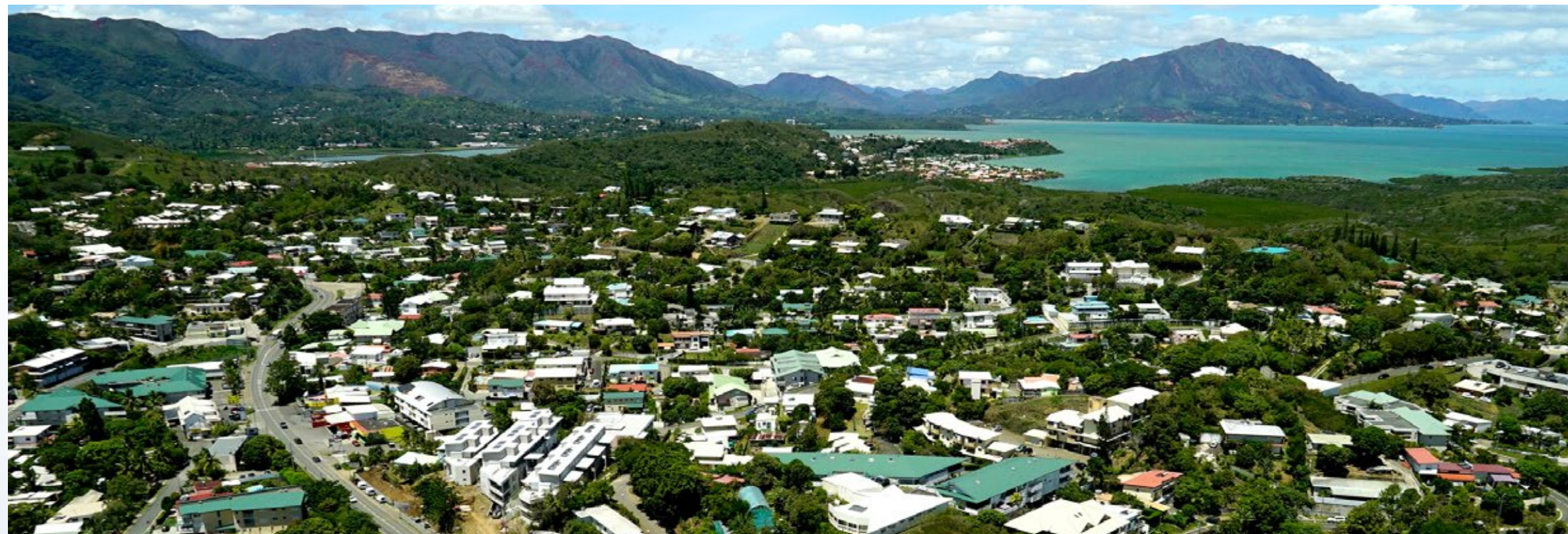
La création, le financement et la gestion de ces actifs de compensation sur le long terme nécessite la mise en place d'une structure en charge d'administrer un fonds de compensation carbone à l'échelle du pays. Dans cette optique la province Sud s'est rapprochée des autres collectivités du territoire pour ouvrir la discussion et étudier les différentes pistes de travail permettant la création de cette structure. Ces démarches n'ont pour l'heure pas encore pu aboutir.

Intégrer des objectifs d'efficacité énergétique, inscrits au code de l'environnement, comme critère de suivi et d'octroi des autorisations ICPE

Au travers des autorisations délivrées pour les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), la province Sud dispose d'un levier réglementaire lui permettant de conduire les entreprises les plus consommatrices d'énergie,

notamment les usines métallurgiques, à déployer des dispositifs et des procédures d'amélioration de l'efficacité énergétique de leurs procédés.

L'analyse et la mise en œuvre des meilleurs techniques disponibles (MTD) détaillées dans le BREF (Best Reference) sur l'efficacité énergétique, ou la mise en place d'un système de management de l'énergie (type norme ISO 50001) permettant de parvenir à une amélioration de la performance énergétique à partir d'une gestion méthodique de l'énergie, font partie des pistes qui seront étudiées comme critère possible d'octroi et de suivi des autorisations ICPE. À titre d'exemple, la démarche ISO 50001 permet en moyenne une réduction de l'ordre de 5 à 10 % de la facture par an. Les entreprises ayant déjà en place un système de management de l'environnement (ISO 14001) ou de la qualité (ISO 9001) doivent en théorie pouvoir se reposer dessus afin de l'étendre aux usages de l'énergie. Elles peuvent par ailleurs bénéficier d'un soutien financier de la part de l'ACE afin de réduire le temps de retour sur investissement de ces démarches. Censée être initiée en 2019, cette modification réglementaire n'a toutefois pas encore été amorcée.



Perspectives

- Poursuivre les travaux sur la compensation carbone à l'échelle de la Province et à l'échelle du pays.
- Initier la réflexion sur la modification de la réglementation ICPE pour y inclure des critères d'amélioration de l'efficacité énergétique.

L'économie circulaire

Présentation et état d'avancement des mesures proposées

Intégrer dans les politiques provinciales un objectif de valorisation énergétique de la biomasse issues des déchets

Les déchets organiques sont à la fois une source potentielle de fertilisant durables et d'énergie renouvelable. Le développement des élevages hors-sol sur le territoire va s'accompagner d'une augmentation des déchets produits qu'il est important de parvenir à valoriser afin de réduire les externalités négatives qu'ils peuvent engendrer (notamment par épandage) tout en offrant des opportunités de diversification et d'optimisation agricole. C'est pour ces raisons que la province Sud a financé en 2018 une étude permettant de définir les meilleurs scénarii de valorisation agronomique de ces déchets d'élevage. D'un point de vue strictement énergétique, les résultats de cette étude rendue en 2019 suggère que, sur le territoire, seul le lisier porcin semble pouvoir être valoriser de manière économiquement viable grâce à la production de biogaz par méthanisation lors du stockage. Les réflexions se poursuivent au sein de la DDDT afin de déterminer comment la collectivité peut accompagner la mise en place éventuelle de cette filière.

En parallèle, la candidature déposée par la SAEM provinciale SUD Forêt à l'appel à manifestation d'intérêt **Biomasse** a été sélectionnée par l'ACE et l'ADEME pour bénéficier d'un

accompagnement financier. Cette étude d'un montant de 8.4 MF, ainsi subventionnée à 70 %, doit être initiée en 2020 et doit permettre de définir la meilleure stratégie de valorisation énergétique des déchets issus de l'exploitation forestière du Pinus à l'île des Pins.

Pérenniser SudForêt et l'aider à s'inscrire dans une stratégie d'intégration verticale

Le développement de la sylviculture est une orientation forte de la politique de développement durable de la collectivité. Créé en 2012, la SAEM SudForêt a pour objectif la constitution d'un actif forestier à long-terme qui représentera pour les générations futures un stock économique renouvelable générant à maturité une activité économique endogène. Pour y parvenir, SudForêt a reçu, dans le cadre de son projet pilote, un domaine provincial de 1 410 ha à convertir en forêt cultivée afin de créer une ressource équilibrée, de qualité et durable permettant d'alimenter le marché local (voire l'exportation). En 2019, ce sont 1 380 ha qui sont maintenant plantés avec des pins des caraïbes, des kaoris, des pins colonnaires et d'autres essences locales dont quelques dizaines d'ha de santal. Suite à un audit mené en 2018 par le CIRAD et l'ONFI, SudForêt a modifié sa programmation en 2019 pour favoriser la plantation de surfaces supplémentaires

Contexte

L'un des objectifs de la transition énergétique est le passage du modèle économique linéaire (extraire, fabriquer, consommer, jeter) à une économie circulaire où les biens et services sont produits de manière durable, en limitant la consommation et le gaspillage des ressources (matières premières, énergie, eau) ainsi que la production de déchets, notamment en les réinjectant dans le cycle économique. C'est un levier de création d'emploi durable et non délocalisable qui contribue également à un meilleur bilan carbone pour le pays en permettant de réduire les importations de produits et donc les quantités de GES associées à leur fabrication et à leur transport. L'économie circulaire présente également un intérêt en matière de production d'électricité par la valorisation énergétique de biomasse ou de biogaz issus des déchets. Ainsi, afin d'accompagner le développement de projets d'économie circulaire, la province Sud a identifié les leviers d'actions suivants :

- Développer la valorisation énergétique des déchets notamment par voie réglementaire dans le cadre des autorisations ICPE.
- Structurer les filières d'économie circulaire en soutenant la création de clusters et leur synergie.
- Offrir par la commande publique des débouchés à ces filières.





en essences à croissance rapide (pinus et santal) afin de permettre un retour sur investissement trois fois plus rapide qu'avec les essences à croissance lente plantées dans le Grand Sud. En plus du domaine provincial confié en gestion à SudForêt, la province Sud participe au fonctionnement de la structure par l'intermédiaire d'une subvention annuelle de 170 MF.

Membre fondateur du cluster écoconstruction, SudForêt a obtenu en 2019 la certification iso14001 (norme appliquée aux systèmes de management environnemental caractérisant une gestion efficace et écologique de l'entreprise) et s'est par ailleurs associée à ENERCAL Energies Nouvelles pour l'étude sur la valorisation énergétique des déchets de la filière sylvicole à l'île des Pins (cf. ci-dessus).

Mettre en œuvre un cluster écoconstruction pour structurer l'offre professionnelle et développer les synergies

L'écoconstruction reste à ce jour relativement peu développé en Nouvelle-Calédonie. Cette approche, qui se définit par la construction, la rénovation ou la réhabilitation d'un habitat dans un souci de protection de l'environnement à chacune des étapes de son élaboration et de son utilisation future, allie pourtant (i) empreinte écologique réduite par l'utilisation de matériaux sains et naturels, (ii) économies d'énergie en évitant le gaspillage des ressources, et (iii) respect de la santé et du confort des usagers.

Afin de promouvoir ce type de construction durable, la province Sud soutient le cluster écoconstruction depuis sa création par le biais d'une convention cadre pluriannuelle (2018-2020) lui octroyant une subvention de 5 MF chaque année. En 2019, le cluster écoconstruction a poursuivi son développement et la structuration de la filière en créant notamment 4 groupes de travail devant faire émerger des projets structurants et en participant avec de nombreux acteurs publics et privés aux réflexions sur la création d'un label qui valorisera les réalisations les plus performantes (cf. Axe 1).

Veiller à ce que les opérations publiques de construction offrent des débouchés à la filière bois ou aux déchets valorisables

Avec sa reconnaissance comme produit naturel de Nouvelle-Calédonie en 2018 et son agrément par le gouvernement comme matériau de construction en 2019, le pinus calédonien est maintenant reconnu sur le territoire pour ses capacités à répondre à des exigences de résistance mécanique et de durabilité conformes à celles des référentiels normatifs en vigueur (RCNC, Référentiel de construction en

Nouvelle-Calédonie). Ces 2 étapes étaient un prérequis indispensable au développement de la filière bois sur le territoire en apportant aux maîtres d'ouvrage publics une confiance et une assurance de qualité vis-à-vis de cette essence afin qu'ils n'hésitent plus à y recourir pour leurs prochaines opérations de constructions. Afin de s'engager encore plus loin pour démontrer la qualité de ce bois, lever les dernières réserves éventuelles quant à son utilisation locale et préparer de possibles exportations, le Groupement Professionnel des Exploitants Forestiers de la Nouvelle-Calédonie (GPEFNC) s'est également lancé dans l'obtention d'une certification CTB auprès du FCBA concernant le sciage, le séchage et le traitement de préservation du pinus calédonien. Cette certification reconnue au niveau

international, encore plus exigeante que la norme NF, nécessite le suivi de formations et le passage d'un audit de certification pour les entreprises souhaitant pouvoir apposer cette marque sur leurs produits. Les trois principales scieries de Nouvelle-Calédonie se sont engagées dans ce processus début 2020.

En parallèle, des projets de production de matériaux de construction issus du recyclage de déchets valorisables (scorie, plastique, verre...) sont actuellement soutenus par la province Sud grâce au CASE (cf. ci-dessous). Il conviendra que ces sociétés fassent réaliser les tests nécessaires définis dans les référentiels normatifs en vigueur afin d'en autoriser l'utilisation dans les commandes publiques.

Prescrire la méthanisation dans les installations de stockage ou de traitement des déchets qui le justifie

La méthanisation présente l'intérêt d'offrir à la fois une valorisation énergétique (avec le biogaz produit) et agronomique (avec le digestat) des déchets organiques traités. Les secteurs les plus favorables au développement de cette technique sont les installations de stockage des déchets (ISD) et les stations d'épuration (STEP) pour le traitement des boues urbaines.

Afin de stimuler la mise en place d'unités de méthanisation aux niveaux des ISD et STEP de la province Sud, la collectivité envisage de prescrire ce type d'installation par voie réglementaire dans le cadre des autorisations ICPE. Initialement prévus en 2019, ces travaux de réflexion devraient normalement démarrer courant 2020.



Accompagner les études permettant de valoriser les cendres des centrales au charbon

Valoriser les déchets d'une entreprise en en faisant la matière première d'une autre est l'un des paradigmes de l'économie circulaire. Entre cendres et scories issues de l'exploitation du nickel, l'industrie métallurgique est l'un des plus gros producteurs de déchets du territoire. Il est donc crucial d'arriver à transformer et valoriser ces déchets.

Bien que la province Sud soit prête à accompagner financièrement la réalisation d'étude permettant d'identifier et d'évaluer d'éventuelles produits économiquement valorisables à partir des cendres des centrales à charbon, elle n'a pour le moment reçu aucune demande d'aide en ce sens. Cependant, la collectivité accompagne depuis 2017 la société Ecopavement qui recycle de la scorie avec des déchets plastique et du verre pour les transformer en revêtement de sol hautement résistant. Ainsi, en 2018, la province Sud et l'ADEME ont subventionné l'implantation de l'usine pilote de la société à hauteur de 5 MF et en 2019, par l'intermédiaire du CASE c'est plus de 10 MF qui lui auront été allouée par la province Sud pour des aides aux infrastructures, à l'emploi et à la communication commerciale.

Enfin, en 2019, la province Sud et l'ADEME ont également accompagné la société Tokuyama NC par le biais d'une aide financière pour la réalisation d'une étude de faisabilité visant au développement d'une filière de recyclage des déchets de plâtre. Producteur de ciment, cette société souhaite introduire dans son procédé du gypse recyclé à partir des déchets de plâtre issus du BTP en lieu et place d'une partie du gypse importé (environ 10 %). Ceci représenterait un volume d'environ 500 t/an de déchets recyclés.

 **500**
tonnes
de déchets
recyclés par an



Perspectives

- Accompagner l'émergence de filière de recyclage des déchets valorisables.
- Commencer à offrir des débouchés par la commande publique à la filière bois locale ainsi qu'aux produits issus du recyclage des déchets.
- Initier la réflexion sur les modifications à apporter au code de l'environnement pour prescrire la méthanisation par l'intermédiaire des autorisations ICPE.

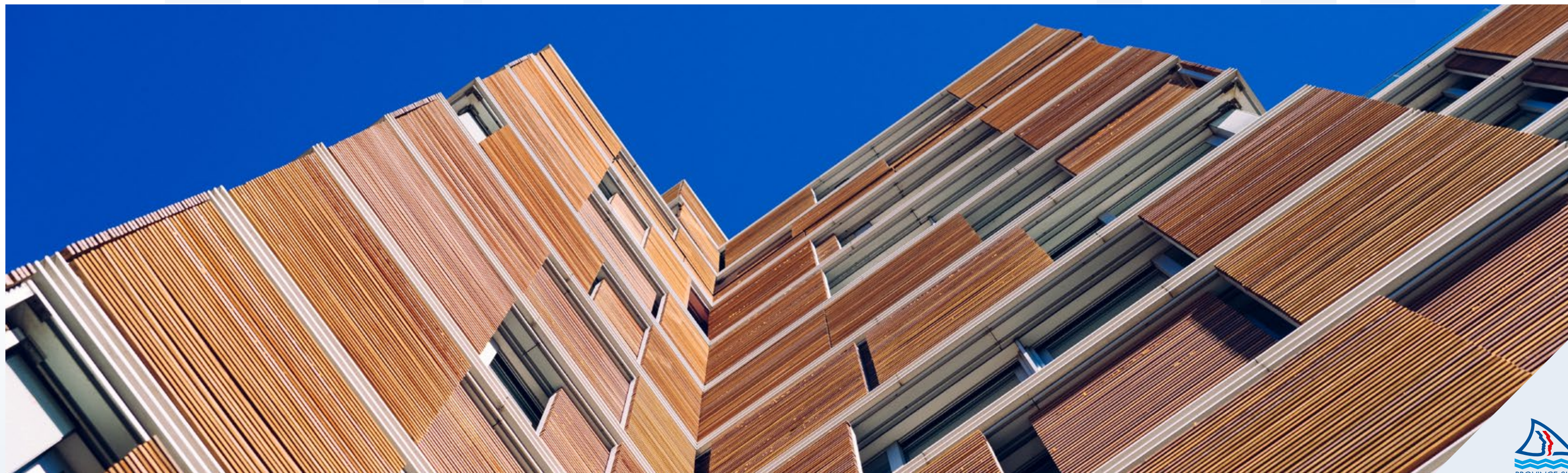


Axe 3

Aménagement et solidarité

L'aménagement bas-carbone

Solidarité contre la précarité énergétique



L'aménagement bas-carbone

Présentation et état d'avancement des mesures proposées

Contribuer à la réalisation de réseaux locaux bas-carbone permettant de désenclaver énergétiquement des territoires

En 2018, la province Sud a participé à l'acquisition de kits photovoltaïques destinés à fournir une alimentation électrique bas-carbone à 14 familles vivant dans la partie sud de la commune de Poya, où la faible densité de foyers/km², liée à la volonté de préserver la vocation agricole de la zone, rendait inenvisageable le déploiement d'un réseau filaire. En 2019, ce sont cette fois-ci 2 fermes aquacoles de Poya Sud qui vont bénéficier d'une subvention de 5,3 MF afin de réaliser une étude de faisabilité pour leur électrification. Si là aussi, le déploiement de solution photovoltaïque in situ a d'abord été envisagée, elles n'apportaient pas, dans ce cas précis, les garanties de sécurité en approvisionnement électrique dont l'exploitant a besoin pour son activité économique. C'est pourquoi le déploiement d'un réseau filaire sur ces 2 fermes est actuellement à l'étude afin de remplacer l'alimentation fournie actuellement par des groupes électrogènes consommant 250 000 l/an de gasoil, très polluant et faisant peser une charge financière importante sur ces

exploitations. Cette solution filaire devrait ainsi permettre à ces fermes de réaliser des économies substantielles en frais de fonctionnement, ce qui sécurisera les emplois et l'activité économique de ces sociétés, et diminuera fortement leurs émissions de GES (en particulier lorsque la distribution électrique publique sera assurée à 100 % par des énergies renouvelables, cf. STENC).

Par ailleurs, du fait de l'absence de sécurisation du réseau de transport électrique vers Thio où une seule ligne électrique achemine l'énergie vers ce village, l'ensemble des usagers de cette commune peuvent se retrouver privées d'électricité pendant plusieurs jours en cas de défaut sur l'un des tronçons du câble. Une situation similaire est observée avec la commune de Canala. Afin de sortir de ce réseau dit « en antenne » et d'améliorer considérablement la qualité de fourniture en électricité de cet endroit du territoire, la province Sud participe à hauteur de 55 MF à l'installation de 25 km de lignes haute tension entre Thio et Canala. Le bouclage du réseau électrique entre ces 2 communes doit ainsi permettre de sécuriser l'approvisionnement en énergie des habitants de cette région et désenclaver ces territoires. L'ensemble des études techniques et des études d'impact de ce projet ont été réalisées en 2019 et les travaux devraient pouvoir commencer en 2020.

Contexte

L'aménagement du territoire, par son effet structurant sur les besoins d'énergie dans les secteurs du transport et du bâtiment, est un aspect essentiel de la transition énergétique puisqu'il influence grandement les modes de vie et de consommation de ses habitants. À titre d'exemple, en terme de mobilité, l'étalement urbain n'incite pas à l'usage de modes doux et favorise plutôt l'utilisation de la voiture individuelle.

De plus, cela représente un coût induit important pour les collectivités avec la nécessité de financer de nouvelles infrastructures (routes, établissement scolaires, réseau électrique, ...).

En parallèle, des territoires isolés et non interconnectés au réseau électrique sont dans l'attente de solution en terme d'alimentation électrique économique et peu consommatrices d'énergies fossiles.

Enfin à plus grande échelle, certains territoires, par le développement de réseaux électriques intelligents associés au déploiement d'ENR et à la maîtrise de la consommation d'électricité, pourraient à moyen terme devenir autonomes en énergie.

Ainsi, afin d'intégrer la transition énergétique au cœur de l'aménagement du territoire, la province Sud dispose de 4 leviers d'actions :

- Sensibiliser et accompagner les communes et les acteurs locaux lors de l'élaboration de leurs PUD ou de leurs projets d'aménagement.
- Accompagner techniquement et financièrement le déploiement de solutions bas-carbone pour les territoires isolés.
- Participer à l'apparition de territoires autonomes en énergie.
- Mobiliser une partie de son foncier pour des projets d'ENR.





Cibler les filiales PromoSud de l'IdP pour la MDE

Avec l'île des Pins, la province Sud comprend un territoire à forte attractivité touristique. Permettre à cette île de devenir totalement autonome en énergie revêt non seulement un intérêt promotionnel évident mais lui assure également une immunité aux problèmes d'approvisionnement et d'augmentation des coûts en énergies fossiles, tout en contribuant à diminuer les émissions de GES.

Pour y parvenir à l'horizon 2025, il convient de développer les ENR comme source de production électrique mais aussi de réduire la consommation énergétique de l'île, largement imputable aux hôtels. Afin de sensibiliser les propriétaires à cette problématique et les inciter à engager leurs établissements dans une démarche de maîtrise de l'énergie, un diagnostic énergétique à un coût compétitif leur a été proposé en 2019, grâce à un partenariat avec l'Agence Calédonienne de l'Energie qui subventionnait 50 % du montant de l'étude.

Malheureusement, aucun hôtel de l'île des Pins ne s'est porté volontaire à cette occasion. La forme et les modalités de ces diagnostics énergétiques (notamment en terme de temps, de coût et d'impact organisationnel) devront donc être modifiées en 2020 afin de convaincre plus efficacement les propriétaires d'hôtels de l'intérêt et des avantages qu'ils peuvent retirer de cette démarche.

En parallèle, afin d'améliorer la pénétration des ENR à l'île des Pins, la province Sud a lancé en 2019 une étude devant déterminer la pertinence et la faisabilité d'utiliser des véhicules électriques comme moyen de stockage et de redistribution de l'électricité produite par les ENR. Ce projet innovant, et inédit dans le Pacifique, doit ainsi contribuer à faire face efficacement aux intermittences de production inhérentes aux énergies renouvelables, notamment photovoltaïques, qui sont développées sur cette commune et par la même occasion, remplacer les véhicules thermiques de l'île par des véhicules n'émettant pas de GES à l'usage. Cette étude, dont les résultats sont attendus courant 2020, bénéficie d'une subvention de l'ACE de 3,7 MF (70 %).

Établir un guide d'accompagnement à la rédaction des PUD et une grille d'évaluation des projets d'aménagement en matière de transition énergétique

À destination des communes et de leurs conseils, le guide méthodologique du PUD en province Sud et le guide de l'évaluation environnementale du PUD en province Sud sont deux outils d'aide à la rédaction de ce document d'urbanisme, dont l'objectif est de trouver un équilibre entre développement urbain et préservation des espaces naturels dans une perspective de développement durable. Là où le guide méthodologique doit, entre autre, faciliter l'intégration et la prise en compte par les acteurs locaux des critères de la transition énergétique dans leur PUD, le guide de l'évaluation environnementale permet aux communes de réaliser une autoévaluation de ce document d'urbanisme au regard des aspects développement durable et lutte contre le réchauffement climatique. Cette grille d'analyse permet aux communes de mieux cibler les axes d'amélioration, notamment concernant les questions de transition énergétique, mais sert également à la province Sud lors de l'évaluation administrative des PUD. Ces deux documents ont été finalisés et mis à disposition des acteurs locaux en 2019 et une campagne de présentation auprès des communes doit s'effectuer en 2020.



Formaliser les conditions de mobilisation foncière à destination de projets ENR

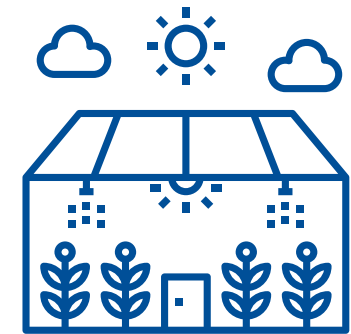
Mobiliser une partie de son foncier pour accueillir des projets d'ENR représente un levier de taille pour la province Sud afin de concourir à l'atteinte des objectifs de transition énergétique fixés dans le cadre du STENC. En droite ligne avec la procédure d'allègement des démarches administratives concernant la pose de panneaux photovoltaïques sur bâtiments existants adoptée en 2018, une enquête a été menée en 2019 auprès des principaux acteurs de la filière ENR afin d'identifier les principaux obstacles à lever pouvant constituer un frein au développement des fermes photovoltaïques. Les services de la province Sud travaillent actuellement sur la façon de traduire les résultats de cette enquête en modifications effectives du code de l'urbanisme devant permettre de fluidifier et faciliter le développement de ces projets ENR, notamment sur du foncier provincial.

Par ailleurs, en plus des 12 ha de foncier provincial mis à disposition pour le développement de la première centrale solaire avec stockage sur batteries du territoire (Wi Hâche Ouatom, cf. ci-dessus), d'autres projets de mobilisation du foncier de la province Sud à destination de fermes photovoltaïques sont actuellement à l'étude. Notamment, une étude d'aménagement réalisée sur le site d'endigage Koutio-Kouéta a montré le fort potentiel de ce site provincial et le grand intérêt des acteurs du territoire pour y développer sur une surface de 10-15 ha une ou plusieurs fermes photovoltaïques. Un appel à projets en ce sens devrait voir le jour en 2020 ou 2021.

Participer à des projets pilotes en matière d'aménagement durable (faire émerger des écoquartiers, ...)

La province Sud contribue également à l'émergence de projets d'aménagement du territoire respectant les principes de développement durable. Si cette démarche s'est illustrée par le passé avec le développement des 300 hectares du parc d'activités à vocation artisanale, commerciale et industrielle PANDA, premier parc d'activités certifié HQE (Haute Qualité Environnementale) en outre-mer (cf. RA_TSEPS2018), 2019 aura vu la mise en service d'un autre projet innovant et inédit dans le Pacifique : la centrale agrivoltaïque FOCOLA.

Ce projet combine production maraîchère et production d'électricité par le biais de 16 serres anticycloniques équipées de panneaux photovoltaïques. Ainsi équipée, cette ferme bénéficie d'une sécurisation de son exploitation agricole face aux épisodes cycloniques récurrents que peut connaître le territoire et participe à l'autonomisation énergétique de la Nouvelle-Calédonie en assurant une production d'électricité par énergie renouvelable équivalente à la consommation électrique de 600 foyers. La province Sud, dans le cadre de sa politique en faveur de l'autosuffisance énergétique et agro-alimentaire, a soutenu financièrement ce projet à hauteur de 80 MF (50 MF via le CASE et 30 MF via le DISPAPP). Officiellement inaugurée en 2020, cette installation semble tenir toutes ses promesses en terme de production électrique puisque l'objectif annuel de 2 GWh a été atteint en 8 mois.



16

**serres anticycloniques
équipées de panneaux
photovoltaïques**

Perspectives

- **Modifier les modalités des diagnostics énergétiques à destination des filiales de PromoSud afin de les inciter plus efficacement à s'engager dans la démarche MDE.**
- **Faire des propositions de modification du code de l'urbanisme afin d'intégrer des dispositifs environnementaux et faciliter le développement de projets ENR (sur la base de textes métropolitains). Les propositions seront faites au Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, compétent en la matière.**

Solidarité contre la précarité énergétique

Présentation et état d'avancement des mesures proposées

Formation des travailleurs sociaux à la MDE et élaboration d'un kit MDE à remettre aux populations vulnérables

Depuis 2016, la province Sud consacre en moyenne un budget annuel de 13 MF pour répondre aux 1700 demandes d'aides qu'elle reçoit chaque année afin de régler les factures d'électricité des ménages ne pouvant y faire face. Afin de les aider à se sortir de ces situations de précarité énergétique, tout en sensibilisant le plus grand nombre à la nécessité de sobriété énergétique, la collectivité a souhaité que ces ménages bénéficient d'un véritable accompagnement à la maîtrise de la demande en énergie (MDE).

Afin d'y parvenir, la province Sud a organisé avec le Point Info Énergie (PIE) des sessions de formation MDE à destination de ses travailleurs sociaux. L'objectif de cette formation

est de fournir à ces agents un ensemble d'information, de conseils et de bonnes pratiques qu'ils pourront ensuite transmettre aux ménages dont ils assurent l'accompagnement, afin de leur permettre de réduire leur consommation électrique et par là-même le montant de leur facture d'électricité. En 2019, ce sont ainsi 40 travailleurs sociaux issus de la DPASS, de la DL et de la DEFE qui auront pu bénéficier de cette formation, ainsi que 21 agents travaillant dans divers CCAS ou organismes tels que la Croix-Rouge ou la Société St Vincent-de-Paul.

Cette sensibilisation à la maîtrise de la demande en énergie doit également s'accompagner d'une aide matérielle destinée en priorité aux ménages confrontés à cette précarité énergétique. Pour cela, la collectivité s'est rapprochée de l'Agence Calédonienne de l'Énergie (ACE) afin d'élaborer un kit d'accompagnement à la maîtrise de l'énergie qui doit contribuer à réduire la consommation électrique de ces foyers vulnérables. Initialement prévu en 2019, les premiers kits devraient finalement être disponibles courant 2020. Les modalités de distribution de ces kits restent encore à définir.

Contexte

Un ménage est dit en situation de précarité énergétique lorsqu'il consacre plus de 10 % de son budget à payer les factures liées à l'énergie. En Nouvelle-Calédonie, environ 15 % des ménages répondent à cette définition et près de la moitié de ceux-ci connaissent des coupures d'électricité pour cause d'impayés. Bien souvent, des équipements électroménagers vétustes et très énergivores ainsi qu'une méconnaissance des gestes simples de maîtrise de l'énergie en sont la cause. Cette précarité énergétique engendre des conséquences non seulement financières (utilisation du budget normalement dédié à d'autres besoins tout aussi important, privation, endettement...) mais aussi sanitaires et sociales pour les ménages qui y sont confrontés. Afin d'assurer à ces ménages l'accès à des services énergétiques de première nécessité et leur permettre de réduire à la fois leurs consommations et le montant de leurs factures d'électricité, la province Sud a identifié deux leviers d'actions pour lutter contre cette forme de précarité :

- Promouvoir la construction ou la réhabilitation d'habitats peu énergivores.
- L'accompagnement social des ménages vulnérables.





Évaluation du potentiel d'optimisation énergétique des ménages dont les consommations électriques sont prises en charge par la province

Très souvent, les ménages en situation de précarité énergétique disposent d'équipements électroménagers vétustes et très énergivores qui contribuent à alourdir significativement leur facture d'électricité. Afin d'essayer d'y remédier,

la province Sud en partenariat avec le PIE a élaboré un questionnaire court permettant de dresser un diagnostic sociotechnique sommaire de l'équipement de ces ménages, et ainsi permettre d'identifier le potentiel d'optimisation énergétique de l'électroménager en leur possession.

Un premier retour d'expérience de la part du PIE, couplé aux résultats d'une étude effectuée auprès d'une cinquantaine de foyers du Grand Nouméa, indique que les 2 principaux postes de consommation électrique sont les systèmes de production d'eau chaude sanitaire (dans le cas des chauffe-eaux électriques) et de froid alimentaire. S'il apparaît compliqué pour la collectivité d'agir sur les

systèmes d'eau chaude sanitaire déjà présents dans les logements des ménages en situation de précarité énergétique, il est tout à fait envisageable d'agir sur les postes de production de froid alimentaire en participant à l'acquisition d'appareils avec une performance énergétique élevée. C'est dans ce cadre que la province Sud en partenariat avec l'ACE réfléchit à la mise en place d'une aide financière dédiée spécifiquement au remplacement de ces équipements énergivores par du matériel plus vertueux.

Promouvoir des formes de construction et de réhabilitation pour des habitats peu énergivores

Afin de favoriser la transition énergétique également par le biais de sa politique provinciale en matière d'habitat, la province Sud a fixé, dans le cadre de sa réforme du Code des Aides à l'Habitat adoptée en avril 2018, un certain nombre d'obligations ou de mesures incitatives devant promouvoir la construction de logements énergétiquement plus sobres.

Ainsi, les bénéficiaires du dispositif d'Aide Financière à l'Accès en Province Sud (AFAPS) sont maintenant tenus de respecter les recommandations de performance énergétique référencées dans l'annexe 1 du Code des aides lors de la construction ou de l'acquisition de leur logement. De même, la présence d'un chauffe-eau solaire et d'une isolation thermique performante en ouate de cellulose font dorénavant parti des prescriptions obligatoires auxquelles doivent répondre les maisons individuelles pour pouvoir bénéficier du dispositif Logement Aidé en Province Sud (LAPS). Enfin, afin de lutter contre l'étalement urbain tout en offrant au plus grand nombre l'accès à des équipements publics de qualité (assainissement, adduction d'eau potable, école, infrastructures sportives, commerces de proximité...), ces aides individuelles à l'habitat (LAPS et AFAPS) bénéficient d'une majoration importante si les projets de construction ou d'acquisition se réalisent dans les centralités urbaines ou les zones d'activités concertées.

En 2018 et 2019, ce sont près de 330 MF de subvention qui ont ainsi été versés au titre de ces aides (dont 95 MF en 2019), auxquelles s'ajoutent les 104 MF d'Aide Provinciale à la Rénovation et à l'Amélioration de l'Habitat (APRAH) (dont 23 MF en 2019) qui vise principalement une remise aux normes relatives à la sécurité et à la salubrité des logements ou à leur adaptation face à une perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement des occupants.

Afin d'accentuer ses efforts en faveur d'un développement urbain durable et solidaire, la province Sud a par ailleurs modifié son Code des Aides à l'Habitat en novembre 2019 afin, notamment, d'assouplir et de simplifier les critères d'accès à ces aides et d'inciter encore plus efficacement

à l'écoconstruction. Ainsi, le montant de la subvention provinciale AFAPS se voit majoré de 500 000 F dès lors que le projet comprend au moins deux investissements en faveur de la transition énergétique (chauffe-eau solaire, pompe à chaleur, isolation thermique, panneaux photovoltaïques). Cette majoration est accordée automatiquement pour les projets LAPS car ils intègrent déjà ces dispositions dans leur cahier des charges. Couplée à une majoration exceptionnelle de 500 000 F supplémentaire pour les demandes déposées avant le 31 décembre 2021, ces mesures devraient contribuer dès 2020 à une augmentation significative du nombre de constructions énergétiquement plus sobres.

Inciter par le Code des Aides à l'Habitat et les conventionnements des bailleurs sociaux à des projets énergétiquement performants et intégrés dans des approches en coût global afin de réduire la facture énergétique des ménages

Suite à la réforme du Code des Aides à l'Habitat adopté en 2018, les articles 124-2 et 134-2 stipulent que dans le cadre de l'aide à la pierre et de l'aide à la rénovation de l'ensemble immobilier dégradé, les opérateurs sociaux peuvent bénéficier d'une aide majorée par la province Sud pour le financement de travaux supplémentaires liés à des aménagements en faveur d'économies d'énergie. Aucune subvention de ce type n'a été versée au titre de l'année 2019.

Perspectives

- Distribuer les premiers kits MDE aux familles en situation de précarité énergétique.
- Mettre en place avec l'ACE une aide financière dédiée spécifiquement au remplacement du système de production de froid alimentaire des ménages en précarité énergétique.



Sigles et acronymes

ACE	Agence Calédonienne de l'Énergie	FEI	Fonds Exceptionnel d'Investissement
AFAPS	Aide Financière à l'Accession en Province Sud	GES	Gaz à Effet de Serre
AFNOR	Association Française de NORmalisation	GPEFNC	Groupeement Professionnel des Exploitants Forestiers de la Nouvelle-Calédonie
APRAH	Aide Provinciale à la Rénovation et à l'Amélioration de l'Habitat	HPS	Hôtel de Province Sud
BDM	Bâtiment Durable Méditerranéen	HQE	Haute Qualité Environnementale
BHNS	Bus à Haut Niveau de Service	ISD	Installation de Stockage de Déchets
BREF	Best Reference	LAPS	Logement Aidé en Province Sud
CASE	Code des Aides et de Soutien de l'Économie	MDE	Maîtrise de l'Énergie
CAPS	Centre Administratif de la province Sud	MTD	Meilleures Techniques Disponibles
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale	OPAL	Office pour l'Amélioration du Logement
CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie	PDA	Plan de Déplacement Administration
CMS	Centre Médico-Social	PIE	Point Info Énergie
CSF	Centre de Santé de la Famille	PPAP	Politique Publique Agricole Provinciale
CTE	Commission Technique d'Évaluation	PPRB	Parc Provincial de la Rivière Bleue
CTME	Comité Territorial pour la Maîtrise de l'Énergie	PUD	Plan d'Urbanisme Directeur
DAEM	Direction de l'Aménagement, de l'Équipement et des Moyens	PV	PhotoVoltaire
DEEE	Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques	RENC	Réglementation Énergétique de la Nouvelle-Calédonie
DEFE	Direction de l'Économie, de la Formation et de l'Emploi (province Sud)	SAEM	Société Anonyme d'Économie Mixte
DEPS	Direction de l'Équipement (province Sud)	SEM	Société d'Économie Mixte
DES	Direction de l'Éducation (province Sud)	SHON	Surface Hors Œuvre Nette
DFA	Direction du Foncier et de l'Aménagement (province Sud)	SIC	Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie
DIMENC	Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie de la Nouvelle-Calédonie	SMA	Schéma des Modes Actifs
DISPPAP	Dispositif de Soutien à la Politique Publique Agricole Provinciale	SMTU	Syndicat Mixte des Transports Urbains
DL	Direction du Logement (province Sud)	STENC	Schéma pour la Transition Énergétique de la Nouvelle-Calédonie
DPASS	Direction Provinciale de l'Action Sanitaire et Sociale (province Sud)	STEP	Station d'Épuration
ECS	Eau Chaude Sanitaire	TCSP	Transport en Commun en Site Propre
ENR	Énergies Renouvelables	VAE	Vélo à Assistance Électrique
ERC	Éviter, Réduire, Compenser	VE	Véhicule Électrique
FCBA	Institut Technologique Forêt Cellulose Bois-construction Ameublement	ZAC	Zone d'Aménagement Concerté



[Retour sommaire](#)

SCHÉMA POUR LA TRANSITION ENERGÉTIQUE DE LA PROVINCE SUD

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019

En savoir plus sur la direction de l'Aménagement, de l'Équipement
et des Moyens de la province Sud (DAEM) :

province-sud.nc/daem